

Suisse

L'unique école de jardinage bio du pays est menacée de disparition

Malgré sa popularité, l'école d'horticulture bio de Hünibach craint les coupes budgétaires du Canton de Berne

Lucie Monnat Hünibach (BE)

Aux portes de Thoun, le village de Hünibach abrite un petit paradis vert. Passé le portique de la Gartenbauschule, fleurs et plantes colorées ravissent la vue et l'odorat. Au centre, une belle bâtisse du début du XXe siècle domine serres et carrés de plantation. Une petite famille de canards complète le cadre idyllique. «Ils remplacent les insecticides. Ils mangent les limaces qui s'attaquent aux plantes», souligne Judith Pfäffli, présidente du conseil de la fondation qui gère cette école d'horticulture.

Sous la serre destinée aux plantes ornementales, une jeune fille s'applique sur des tournesols. «Nous n'arrosons pratiquement pas, précise Judith Pfäffli en pinçant délicatement du doigt de jeunes pousses. Nous tentons de faire croître les plantes dans un environnement le plus naturel possible. Cela demande beaucoup d'attention et de travail.» L'école parvient ainsi à faire pousser une grande variété de fleurs, de plantes vivaces ou encore d'herbes et de plantes médicinales.

Les jardiniers sont assistés par la cinquantaine d'élèves de l'école. L'endroit est le seul du pays à offrir une formation complète à l'horticulture bio. Les élèves y apprennent tous les secrets d'un jardin biodynamique, de la maîtrise des semences à la création d'un compost, aux combinaisons intelligentes de plantes présentes dans une même culture permettant d'éliminer les pesticides.

Dans l'une des annexes du bâtiment, un groupe de jeunes filles s'applique à préparer des fleurs pour le marché, où l'école tient un stand tous les samedis. «Nous apprenons les différentes techniques, la connaissance des sols, des graines, et surtout des plantes, énumère avec énergie Milena Jut-



Milena la Neuchâteloise, unique élève francophone, et Simone, également apprentie de Hünibach. L'école, située au nord du lac de Thoun, à proximité de la ville du même nom, a lancé une pétition afin de sauver ce lieu de formation unique. PHILIPPE MAEDER

«Sans l'argent du Canton de Berne, nous fermons»

Thomas Zillig Responsable finances et administration de l'école de Hünibach

zet, 20 ans. Je dois apprendre 780 noms en allemand, je vous promets que ce n'est pas facile!» La Neuchâteloise est l'unique francophone de l'école. La jeune fille voulait faire des études supérieures, mais une visite de l'école bernoise l'a séduite. «Je suis sensible à ces questions. Mon père est agriculteur bio, ça aide, sourit-elle. Et puis, c'est un secteur dont tout le monde parle. Le bio, c'est dans l'air du temps.»

L'épicerie de l'école, qui vend sa récolte, ne désemplit effectivement pas, selon Judith Pfäffli.

«Nous aimerions être plus grands pour satisfaire la demande, mais nous n'en avons pas les capacités», regrette-t-elle.

Nuages sombres

Malgré cet enthousiasme, l'école risque de disparaître. L'institution est directement menacée par les lourdes coupes budgétaires du Canton de Berne, qui doit économiser 185 millions d'ici à 2020. Lors du calcul du nouveau budget, le Conseil d'Etat bernois a estimé que les coûts de Hünibach étaient bien trop élevés. Les subventions devront ainsi être purement et simplement coupées d'ici quatre ans. Or, celles-ci représentent 50% du budget de l'école.

«Sans cet argent, nous fermons», affirme Thomas Zillig, responsable finances et administration de l'école bio. Impossible de compter sur des soutiens privés. «Cela représente 2 millions par

an. Trop pour les trouver ailleurs. Mais pour l'Etat, cela ne représente pas grand-chose.»

L'école a pourtant tenté de diversifier ses activités afin de devenir plus rentable. Elle offre notamment ses services aux privés pour des travaux d'aménagement et d'entretien des jardins. A côté de son épicerie, un café et une cantine proposent boissons et plats à l'emporter au public. L'école accueille en outre des élèves entre 15 et 35 ans, dont beaucoup souffrent de problèmes d'intégration. «C'est là que je ne comprends pas le calcul du Canton, déplore Gerhard Beindorff, président de la commune de Hilterfingen, à laquelle appartient Hünibach. L'école prend en charge et forme ces jeunes qui ne trouvent d'opportunités nulle part ailleurs. C'est autant de personnes qui évitent l'aide sociale ou l'AI. C'est absurde.»

Le gouvernement adopte un autre point de vue: les places de formation gratuites au métier d'horticulteur ne manquent pas dans le canton. Quant à l'argument des jeunes en difficulté, les députés estiment qu'il revient aux institutions spécialisées, financées par l'aide sociale, de les prendre en charge, et non le budget de la formation professionnelle.

Du côté de Hünibach, personne n'a encore baissé les bras. La fondation compte sur ses soutiens politiques et sa popularité. Elle a lancé une pétition qui a déjà recueilli près de 7000 signatures en deux semaines. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'école a été sauvée. En 1999 déjà, une coupe de subventions a failli lui faire fermer définitivement ses portes. Une majorité parlementaire au Grand Conseil a cependant contraint les autorités à revoir leur décision.

Un paysan sur six a été sanctionné par Berne

Seize pour cent des exploitations agricoles ont subi des sanctions sous forme de réduction des paiements directs, pour 8,2 millions de francs

L'an dernier, un total de 2,8 milliards de francs de paiements directs a été versé à 46 000 exploitations agricoles. Mais parmi ces exploitations agricoles, 16% ont subi des sanctions sous la forme de réduction des paiements directs. Montant global non perçu par les exploitants: 8,2 millions de francs.

Ce sont donc quelque 7230 exploitations ont reçu moins d'argent que prévu de la Confédération, à cause de divers manquements constatés lors des contrôles effectués, a indiqué dimanche Jürg Jordi, porte-parole de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). Il confirmait des informations de la *SonntagsZeitung*.

Berne octroie des paiements directs aux agriculteurs pour diverses prestations, notamment l'entretien du paysage, la sécurité de l'approvisionnement, la biodiversité ou les systèmes de production favorisant des méthodes écologiques et respectueuses des animaux.

Mais le système de sanctions est critiqué de part et d'autre: les paysans le jugent trop sévère, tandis que les protecteurs des animaux, notamment, le trouvent trop clément.

En réponse à une intervention parlementaire sur la proportionnalité de ces sanctions, le Conseil fédéral avait indiqué que l'OFAG a chargé un groupe de travail de procéder à une évaluation. Il s'agit notamment de vérifier si une plus grande marge de manœuvre peut être octroyée aux cantons.

ATS

Trois années de formation en moins pour les pilotes

La Défense manque de forces aériennes. Pour susciter des vocations, elle formera désormais ses pilotes en cinq ans

La formation des pilotes militaires va être raccourcie de huit à cinq ans. Le Département de la défense (DDPS) entend ainsi rendre plus attractive cette voie où les vocations sont à la baisse.

Jusqu'ici, il fallait huit ans pour obtenir son brevet de pilote militaire sur l'avion de combat F/A-18 ou l'hélicoptère Super Puma. Cela va changer avec l'abandon d'un bachelier en aviation effectué à la Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW) à Winterthur, a indiqué dimanche à l'ATS le porte-parole de l'armée Daniel Reist, confirmant une information du *SonntagsBlick*.

La Formation d'application de l'aviation a pris cette décision qui écourte d'environ trois ans la durée totale du cursus. Le nombre de candidats diminue depuis des années et s'établit désormais à moins d'un millier par an, note le journal alémanique.

ATS

La présidente du PLR privilégie Cassis au détriment des Romands

La présidente Petra Gössi estime que le candidat tessinois doit figurer sur le ticket PLR qui sera choisi le 1er septembre

Cassis, Maudet et Moret. Les trois candidats au Conseil fédéral pour la succession Burkharter sont théoriquement égaux aux yeux du PLR. Mais pour paraphraser George Orwell dans *La ferme des animaux*, certains candidats sont plus égaux que d'autres. La présidente Petra Gössi considère en effet qu'Ignazio Cassis doit impérativement figurer sur le ticket PLR le 1er septembre. Après avoir écarté les prétendants alémaniques au début de la course en décrétant un ticket latin, voilà donc qu'elle indique désormais une préférence marquée pour le Tessinois.

La présidente du PLR est sortie du bois ce week-end à la télévision



Petra Gössi veut Cassis sur le ticket PLR le 1er septembre. KEYSTONE

alémanique. Elle se dit très fière des trois candidats «qui représentent un large spectre: un Tessinois, une femme romande et un jeune homme avec une grande expérience de l'exécutif». Mais elle resserre ensuite rapidement le

choix puisqu'elle estime que «la revendication du Tessin est bien consolidée». Elle ne voit pas au nom de quoi «on pourrait exclure du ticket Ignazio Cassis, un candidat expérimenté». La présidente privilégie le critère géographique

sur celui du sexe. Elle estime d'ailleurs qu'Isabelle Moret aura la partie difficile car Vaud a déjà un conseiller fédéral.

Pour ceux qui nourriraient encore un petit doute sur la neutralité à la tête du parti, il suffit de regarder le tweet de la centrale PLR annonçant les trois candidatures. L'ordre alphabétique des noms y est respecté mais l'illustration n'a rien d'équitable. On y voit une énorme photo de Cassis et deux petites vignettes de Maudet et Moret.

Les Romands continuent néanmoins de faire parler d'eux dans la presse du week-end. Isabelle Moret occupe le terrain avec deux grandes interviews dans le *Tages-Anzeiger* et le *SonntagsBlick*. Elle y déclare notamment qu'elle est la candidate qui gagne le moins d'argent actuellement. Mais elle n'articule aucun chiffre en invoquant la sphère privée. Elle oppose éga-

lement une fin de non-recevoir au journaliste qui lui demande «si elle sera triste de ne pas assez voir ses enfants une fois élue au gouvernement»...

Quant à Pierre Maudet, il reçoit des louanges de notables du PS, dont l'un (anonyme) estime qu'il s'agit «du plus compétent des trois candidats». Mais la *SonntagsZeitung* se demande si cette soudaine flamme n'est pas en fait un feu de diversion. Le PS chercherait ainsi à protéger Isabelle Moret, qui a sa préférence, mais qui pourrait souffrir d'un soutien trop ostensible de la gauche.

En attendant, la campagne continue. Les trois candidats vont apparaître ensemble dans trois débats publics. Le premier se déroulera à Zoug le 21 août, le second à Bâle le 23 août et le dernier en Suisse romande, à Fribourg le 28 août.

Arthur Grosjean